



LPA JURI'SCOPE

MAI, 26, 2023

N° 12

LES ZLECAF ET L'ÉTAT TUNISIEN

COOPÉRATION, OPPORTUNITÉS

&

DIVERSIFICATION

ÉCONOMIQUE

SCIENCE SAVOIR

FAIRE

&

EXPERTISE

L'ÉQUIPE DE RÉDACTION

ADEL FENDRI

YASMINE FKI

CYRINE MIGHRI

NESRINE HEDFI

WWW.LPA-LEGAL.COM.TN<https://www.linkedin.com/company/legal-partners-advisors/><https://www.facebook.com/profile.php?id=100089715340398>

LES ZLECAF & L'ÉTAT TUNISIEN

Coopération, opportunités et diversification économique



L'

Afrique est en train de vivre une transformation économique majeure avec la mise en place des Zones de libre-échange continentales en Afrique, plus communément appelées ZLECAF. L'Accord de la ZLECAF est l'un des projets phares de l'UA. Il est signé par 54 des 55 États membres de l'UA et est entré en vigueur le 30 mai 2019.¹ Cet accord a été ratifié par l'Assemblée des représentants du peuple le 22 juillet

2020. Il s'agit d'une initiative ambitieuse qui vise à créer la plus grande zone de libre-échange au monde, regroupant 54 pays africains et plus d'un milliard de personnes. Les ZLECAF ont le potentiel de stimuler la croissance économique, d'encourager l'industrialisation et d'améliorer le niveau de vie des populations à travers le continent. A l'instar, la Tunisie a officiellement adhéré le 22 juillet 2020, à cette zone continentale.

Il est important de souligner que les Zones de libre-échange continentales en Afrique (ZLECAF) offrent à la Tunisie de vastes opportunités de coopération économique régionale et de développement. En tant que membre actif de l'Union africaine et fervent partisan de l'intégration régionale, l'État tunisien peut tirer parti des ZLECAF pour renforcer son économie, diversifier ses partenaires commerciaux et stimuler la croissance. Dans cet article, nous explorerons les objectifs de la coopération économique régionale, les opportunités qu'offrent les ZLECAF à la Tunisie et le potentiel de diversification économique résultant de cette initiative.

¹:<https://www.africatradeagreements.tn/fr/zlecaf>



1. L'État tunisien et les ZLECAF : Objectifs de la coopération économique régionale

L'État tunisien s'engage activement dans les ZLECAF en tant qu'objectif clé de sa politique économique régionale. Les principaux objectifs de cette coopération incluent la création d'un marché unique africain, l'accroissement des échanges commerciaux intra-africains et le renforcement des liens économiques entre la Tunisie et les autres pays africains.

A cet effet, La Direction générale des douanes a finalisé le 6 avril 2023 les procédures légales et les conditions techniques nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) en Tunisie. Dans un communiqué, le ministère du Commerce et du Développement des exportations invite tous les acteurs économiques, y compris les exportateurs, les importateurs, les distributeurs et tous ceux intéressés par le marché africain, à utiliser le modèle de certificat d'origine de l'accord "ZLECAF".

Ce certificat, qui est un élément clé de l'accord de libre-échange, peut être délivré par les Chambres de commerce et d'industrie et sert à prouver l'origine tunisienne des marchandises pour satisfaire aux exigences douanières et commerciales. Cette mesure permettra aux acteurs économiques de bénéficier des avantages de la suppression progressive des droits de douane et des taxes équivalentes, sur la base de la réciprocité.²

2. Les opportunités offertes à la Tunisie grâce aux ZLECAF

La Tunisie a adhéré à l'initiative "Commerce guidé" lancée le 7 octobre 2022 par le secrétariat de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Elle fait partie des 8 premiers pays africains qui se préparent à lancer la ZLECAF dans le cadre de cette initiative.

En effet, le secrétariat de la ZLECAF encourage les pays africains à concrétiser l'accord de création de cette zone de libre-échange en leur fournissant des facilités logistiques spécifiques, telles que la conclusion d'accords avec des sociétés de transport et de logistique pour accompagner les marchandises exportées vers le marché ghanéen à titre d'expérience pilote.

La participation de la Tunisie aux ZLECAF ouvre des opportunités majeures. Elle permettra à la Tunisie d'accéder à un marché plus vaste de plus d'un milliard de personnes, offrant ainsi de nouvelles perspectives d'exportation pour les secteurs tels que l'agroalimentaire, les textiles et les produits manufacturés. De plus, la ZLECAF encourage la diversification des partenaires commerciaux de la Tunisie au-delà de l'Europe et du Moyen-Orient.



2: Une note exécutive de la ZLECAF est disponible sur la page officielle des douanes tunisiennes sous la référence "Texte TA n°016 de l'année 2023 en date du 06-04-2023".



3. La renforcement d'intégration régionale : L'impact sur l'économie tunisienne

La ZLECAf, entrée en vigueur le 30 mai 2019, vise à créer la plus grande zone de libre-échange au monde, regroupant plus de 1,2 milliard de personnes et un PIB³ de plus de 2 500 milliards de dollars. A cet égard, la ZLECAf favorise une intégration économique plus profonde entre la Tunisie et les autres pays africains. Cela ouvre la voie à des projets communs, à des investissements transfrontaliers et à une coordination des politiques économiques. En renforçant l'intégration régionale, la Tunisie peut bénéficier d'une plus grande stabilité économique et d'une croissance accrue.⁴

Il convient de mettre en lumière le renforcement d'intégration régionale, en particulier grâce à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui peut avoir un impact significatif sur l'économie tunisienne. Voici quelques-uns des effets positifs potentiels :

1. Expansion des marchés : L'intégration régionale permet à la Tunisie d'accéder à un marché plus vaste et diversifié. En éliminant progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays participants, la ZLECAf facilite le commerce intra-africain. Cela offre de nouvelles opportunités d'exportation pour les produits tunisiens vers d'autres pays africains, ce qui peut stimuler la croissance des entreprises tunisiennes et augmenter les revenus d'exportation.

2. Attraction des investissements : L'intégration régionale renforce l'attrait de la Tunisie en tant que destination d'investissement. En favorisant la circulation des biens, des capitaux et des services entre les pays africains, la ZLECAf encourage les investissements transfrontaliers. Les entreprises tunisiennes peuvent bénéficier de partenariats avec des entreprises africaines, de l'accès à de nouvelles technologies et de la possibilité de se diversifier dans des secteurs à forte croissance à travers le continent.

3. Coopération économique accrue : L'intégration régionale offre également des possibilités de coopération économique entre les pays africains. Cela inclut la coordination des politiques économiques, l'harmonisation des réglementations et la promotion de projets communs. La Tunisie peut participer à des initiatives régionales visant à développer des infrastructures, à renforcer les chaînes d'approvisionnement régionales et à améliorer la connectivité physique et numérique. Ces efforts de coopération peuvent renforcer la compétitivité de l'économie tunisienne et favoriser une croissance plus durable.



³: Prix intérieur Brut

⁴: COMPRENDRE LA ZLECAf : Guide pour les petites et moyennes entreprises dans la région de la CEDEAO



4. Stabilité économique accrue : Une intégration régionale plus profonde peut contribuer à renforcer la stabilité économique de la Tunisie. En diversifiant les partenaires commerciaux et les sources de revenus, la Tunisie réduit sa dépendance à l'égard de marchés spécifiques et devient plus résiliente aux chocs économiques externes. De plus, une meilleure intégration régionale favorise la création d'emplois et la croissance économique, ce qui peut contribuer à réduire les inégalités et à renforcer la stabilité sociale.



Cependant, il est important de noter que l'intégration régionale présente également des défis potentiels, tels que l'ajustement des secteurs vulnérables à la concurrence régionale et la nécessité de renforcer la capacité productive de la Tunisie pour tirer pleinement parti des avantages d'intégration.

En résumé, le renforcement de l'intégration régionale, notamment grâce à la ZLECAf, offre à la Tunisie des opportunités économiques importantes. Cependant, pour en bénéficier pleinement, il sera essentiel de relever les défis potentiels en ajustant les secteurs vulnérables, en renforçant la capacité productive, en favorisant la coopération régionale et en promouvant les investissements. En adoptant une approche proactive et en mettant en place les politiques appropriées, la Tunisie peut positionner son économie



4. Les défis à relever par la Tunisie dans le cadre des ZLECAF

La participation de la Tunisie aux ZLECAF ne vient pas sans défis. La concurrence accrue sur le marché africain exige une amélioration de la compétitivité des entreprises tunisiennes. Il est essentiel pour l'État tunisien de mettre en place des politiques de soutien appropriées, notamment en facilitant le commerce, en développant les infrastructures et en investissant dans la formation professionnelle.⁵ Bien que l'augmentation absolue des échanges intra-africains de services puisse sembler relativement modérée, il ne faut pas négliger l'augmentation considérable en valeur relative résultant de la mise en œuvre de la ZLECAF.

En effet, l'augmentation relative dans le sous-secteur des services serait plus importante que dans la plupart des sous-secteurs des biens. De plus, il convient de prendre en compte la tendance actuelle à la numérisation qui pourrait faciliter le développement de nombreux services sur le continent, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Cela pourrait ainsi renforcer les avantages des échanges intra-africains dans le secteur des services. Les résultats de l'évaluation suggèrent que la ZLECAF pourrait effectivement renforcer les capacités de production de l'Afrique, en particulier dans l'industrie, ainsi que dans le secteur des services. Parmi les sous-secteurs des services, le tourisme et les transports seraient ceux qui contribueraient le plus à l'augmentation de la production du secteur des services en Afrique.

5. Les politiques de soutien de l'État tunisien pour tirer parti des ZLECAF

L'État tunisien met en œuvre des politiques de soutien visant à tirer pleinement parti des ZLECAF. Cela comprend des mesures visant à faciliter le commerce, à renforcer les infrastructures.

Le 13 avril 2022, le Ministère du commerce et du développement des exportations de la République de Tunisie a organisé un atelier de validation de la stratégie nationale pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Cette stratégie, développée en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Union européenne, vise à analyser les avantages comparatifs de la Tunisie, favoriser la diversification de son économie et promouvoir le développement des chaînes de valeur. Son objectif est de permettre à la Tunisie de tirer pleinement parti des opportunités offertes par la ZLECAF et de renforcer son intégration économique dans le commerce intra-africain. Cet atelier, financé par l'Union européenne, réunira des représentants d'organismes publics, des experts nationaux et internationaux dans les domaines de la douane, du transport international, du commerce extérieur et de l'intégration régionale, ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile. Son but alors est de valider la stratégie élaborée.⁶

5: Nation Unies, Effet potentiel de la mise en œuvre de la ZLECAF : les principaux éléments à retenir, disponible sur le lien suivant: https://www.uneca.org/sites/default/files/keymessageanddocuments/fr-afcfra-infographic-s-frenc-h_v0_5.pdf

6: CEA, La Tunisie présente sa stratégie pour la mise en œuvre de la ZLECAF, disponible sur le lien suivant:

<https://www.uneca.org/fr/stories/la-tunisie-pr%C3%A9sente-sa-strat%C3%A9gie-pour-la-mise-en-%C5%93uvre-de-la-zlecaf>



“ En somme, les Zones de libre-échange continentales en Afrique (ZLECAF) offrent à l'État tunisien une opportunité unique de renforcer son économie et de favoriser son développement. ”

En participant activement à cette initiative, la Tunisie peut accéder à un marché plus vaste, diversifier ses partenaires commerciaux et renforcer son intégration régionale. Les ZLECAF ouvrent de nombreuses perspectives pour la Tunisie, mais elles nécessitent également des efforts soutenus pour relever les défis liés à la compétitivité et à la conformité aux normes commerciales.

Pour tirer pleinement parti des ZLECAF, l'État tunisien doit mettre en place des politiques de soutien appropriées, faciliter le commerce, améliorer les infrastructures et investir dans la formation professionnelle. De plus, elle doit saisir les opportunités d'investissement qui découlent de cette intégration économique, en particulier dans des secteurs clés tels que l'industrie manufacturière, les infrastructures et les services.

En outre, l'intégration régionale offerte par les ZLECAF est un catalyseur pour la diversification économique de la Tunisie. En développant de nouvelles relations commerciales et en explorant de nouveaux marchés africains, la Tunisie peut réduire sa dépendance économique et renforcer sa résilience face aux chocs externes.

En guise de conclusion, la participation de la Tunisie aux ZLECAF est une étape cruciale vers une économie plus dynamique et diversifiée. En saisissant les opportunités offertes par cette initiative, la Tunisie peut jouer un rôle clé dans la croissance économique et l'intégration régionale en Afrique. Les défis ne manqueront pas, mais avec une vision stratégique et des politiques appropriées, la Tunisie peut transformer ces défis en opportunités pour un avenir économique plus prometteur.